

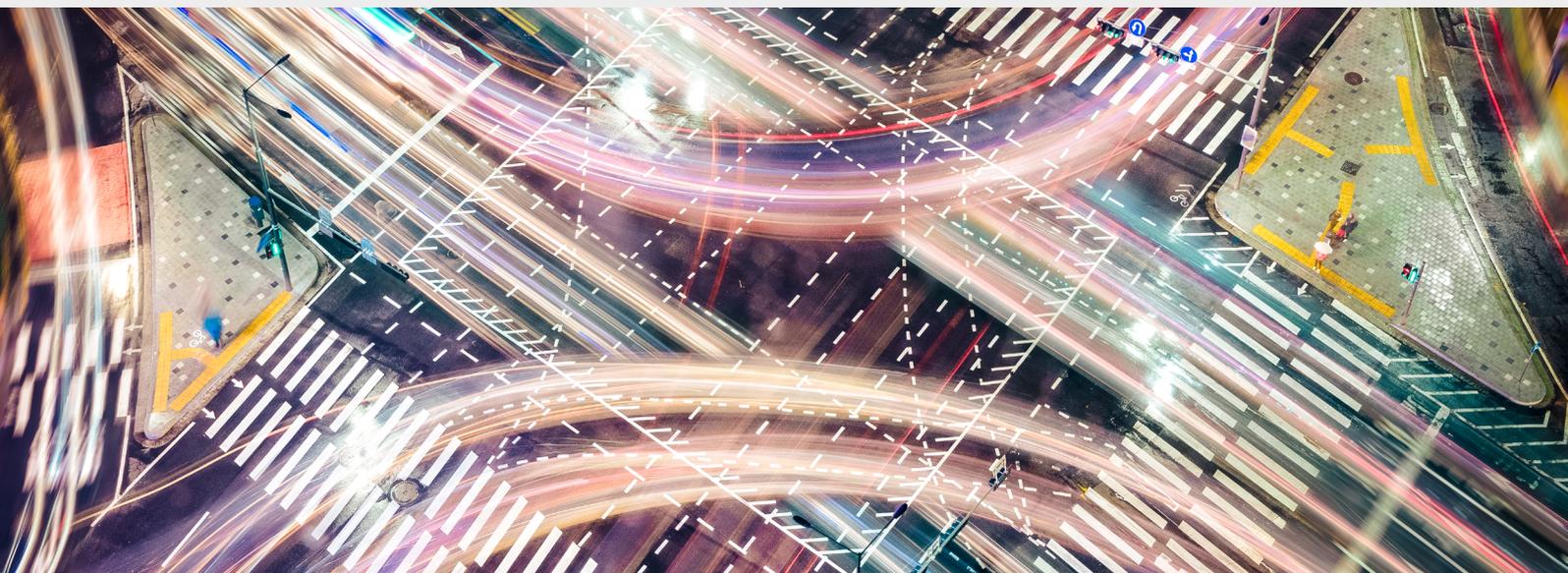


ASIA FOCUS

PRÉSENCES ET RIVALITÉS SINO-TURQUES SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Jonathan Bonjean / Analyste

Décembre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Jonathan Bonjean / Analyste

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Souvent suspectée de vouloir « changer d’axe » par les pays de l’Ouest, le positionnement international de la Turquie est surtout celui d’une puissance ayant acquis les moyens d’une plus grande autonomie. Le continent africain constitue un des théâtres de cette affirmation et un lieu de concurrence avec d’autres opérateurs étrangers. Mises à profit par les acteurs africains, les ambitions turques représentent ainsi une alternative aux intimidants partenaires chinois.

Officiellement déposée en septembre dernier, la demande d’adhésion de la Turquie, pays de l’OTAN, au bloc des BRICS+, permet à celle-ci d’accaparer une certaine attention lors du dernier sommet de l’organisation, à Kazan, tenu du 22 au 24 octobre¹. Alors que les regards étaient tournés vers Kazan, le même 22 octobre, le ministre de la Défense turc Yaşar Güler rencontrait à Istanbul, lors du salon de l’armement Saha Expo, Imad Trabelsi, ministre du gouvernement d’Union Nationale libyen et Saddam Haftar, fils du Maréchal Haftar, dont les forces contrôlent encore l’Est de la Libye. Sous l’œil du ministre turc, les représentants des deux factions rivales auraient signé un protocole d’accord posant les bases d’une réconciliation nationale². Si le texte signé n’est pas accessible, l’organisation d’une telle rencontre dans le cadre d’un salon de l’armement turc ne fait pas grand mystère de la forte dimension sécuritaire qu’impliqueront les termes de l’accord et du rôle qu’y tiendra la Turquie. L’intérêt manifeste de l’Armée de libération nationale libyenne de la famille Haftar pour le complexe militaro-industriel turc qu’elle fut amenée à combattre sur le sol de Libye est à cet égard significatif. Le magnétisme exercé par ses armuriers est un atout que la Turquie a pleinement intégré à sa diplomatie, qui génère d’importants bénéfices économiques et politiques, notamment sur le continent africain. Sans doute facilité par le rapprochement entamé entre la Turquie et l’Égypte, autre puissance des BRICS+, au mois de septembre³, ce travail diplomatique obéit à des objectifs de stabilité régionale, à l’image de la médiation menée entre Éthiopie et Somalie par la même Turquie⁴. La « *diplomatie des*

¹ Nicolas Boursier, « La Turquie et la tentation des BRICS », *Le Monde*, 22 octobre 2024

² « Libye : Toujours plus influent dans l’Ouest, Ankara avance ses pions dans l’Est », *Africa Intelligence*, 31 octobre 2024 et Ilker Sezer, « Türkiye plays mediator role between Libya’s warring parties », *Türkiye today*, 23 octobre 2024

³ Didier Billion, « Confirmation de la réconciliation entre la Turquie et l’Égypte », 16 septembre 2024, <https://www.iris-france.org/188548-confirmation-de-la-reconciliation-entre-la-turquie-et-legypte/>

⁴ Rappelons que l’Éthiopie a comme l’Égypte rejoint le club des BRICS+ en janvier 2024 : « La Turquie a entamé une médiation pour apaiser les relations entre l’Éthiopie et la Somalie », *RFI*, 2 juillet 2024

drones »⁵ constituerait un des aspects d'une politique étrangère « *multidimensionnelle* » déployée par le pays, dans son effort revendiqué de « *contribution à la stabilité et à la paix sur le continent africain* »⁶.

Mais la synchronicité des agendas, qu'elle ait fait l'objet d'un calcul ou non, demeure secondaire au regard des contradictions plus profondes que laisse entrevoir la coïncidence des événements. L'ubiquité de la politique étrangère turque doit ainsi également être replacée dans le contexte d'une vaste compétition pour le contrôle des ressources du Sahel et d'Afrique subsaharienne entre acteurs africains et non-africains. Par l'intermédiaire d'opérateurs privés ou d'entreprises d'État, soutenus au niveau bilatéral ou multilatéral, les puissances majeures des BRICS+, Chine et Russie⁷ participent ainsi à cette compétition aux côtés de pays occidentaux, dont l'implantation est plus ancienne, tandis que l'Inde et le Brésil renforcent également leur présence sur le continent. La Chine demeure néanmoins la puissance des BRICS+ ayant de loin le plus d'intérêts cumulés en Afrique. Celle-ci doit une part de son essor aux pays africains, lesquels demeurent des partenaires sur lesquels Pékin continue de miser, comme elle a tenu à le manifester lors du dernier FOCAC, à Pékin, en septembre, notamment par l'annonce de 50 milliards supplémentaires d'investissements sur l'ensemble du continent⁸.

Dans ces dynamiques de recomposition d'un monde de plus en plus façonné par les imaginations et les intérêts des pays émergents, l'écueil de la spéculation sur le continent africain comme proie disputée entre les prédatrices étrangères relève désormais d'une simplification surannée. Comme y invitent de nombreux travaux⁹, l'agencéité des acteurs africains doit être intégrée à tout effort d'analyse des phénomènes impliquant ces mêmes acteurs.

⁵ Charles Joseph, « Les drones militaires, porte d'entrée de la puissance turque en Afrique », *IRSEM*, note de recherche n°133, décembre 2022

⁶ Site du ministère des Affaires étrangères turc, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-africa-relations.en.mfa> (consulté le 12 octobre 2024)

⁷ Moscou soutient ainsi notamment les activités menées en Afrique par les entreprises russes dans le domaine de l'extraction, « À Sotchi, Vladimir Poutine promet un « soutien total » aux pays africains », *RFI*, 10 novembre 2024

⁸ « Full text: Xi Jinping's speech at opening ceremony of 2024 FOCAC summit », *CGTN*, 5 septembre 2024 <https://news.cgtn.com/news/2024-09-05/Full-text-Xi-s-speech-at-opening-ceremony-of-2024-FOCAC-summit-1wDYKL8FhxC/p.html>

⁹ Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris: L'Harmattan, 2024)

Cette note a pour objet de mettre en évidence les points de rivalité les plus manifestes entre Chine et Turquie sur le continent africain. Après un rappel des grands principes des politiques étrangères turque et chinoise et la place qu'y occupe l'Afrique, nous envisagerons les principales formes de cette concurrence, tout en tenant compte des réceptions suscitées par ces présences par les populations et les dirigeants africains ainsi que la manière dont ces acteurs tirent parti de cette concurrence. Enfin, nous esquisserons des éléments de prospective sur les développements potentiels de cette concurrence sur le continent.

PLACE DU CONTINENT AFRICAIN DANS LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES CHINOISE ET TURQUE

La politique étrangère chinoise et l'Afrique

Objet à la fois invisible et très visibilisé, la politique étrangère du PCC (Parti communiste chinois) et sa dimension africaine sont gouvernées par certains principes qu'il convient de rappeler brièvement. Loin d'être le monolithe souvent fantasmé, celle-ci est comme ailleurs d'abord un objet de conflit, marquée par des cycles et un principe d'alternance, auquel nul pouvoir n'échappe, en partie assujettie aux luttes pour le contrôle dont le PCC fait l'objet en Chine même. La politique étrangère chinoise est ainsi composée de plusieurs strates, chaque strate essayant de masquer la précédente tout en prenant appui sur elle.

L'ère maoïste, entre 1949 et 1976, peut correspondre à un premier cycle de politique étrangère orienté par des objectifs de survie, d'indépendance et de reconnaissance du régime, face à ses rivaux occidentaux puis soviétique. Après la mort de Zhou Enlai et de Mao en 1976, un second cycle s'ouvre avec l'avènement de Deng Xiaoping à la tête du Parti en 1978. Déjà partisan du pragmatisme face à Mao à l'époque du Grand Bond en avant, il protège le mythe maoïste tout en reniant son orthodoxie en matière économique, devenue dangereuse pour le Parti dans un pays surpeuplé et misérable. Indépendante, admise au Conseil de Sécurité de l'ONU en 1971, en partie grâce au soutien des pays africains, son économie constitue 2 % du PIB mondial en 1980, alors qu'un être humain sur quatre est

chinois¹⁰. La politique étrangère du PCC est mise au service de l'objectif de développement économique posé par Deng, lequel organise l'ouverture contrôlée du pays aux investissements étrangers et un modèle de croissance basé sur l'exportation de biens transformés. Les années 1980 voient se développer les entreprises d'État (国有企业) et le pays multiplie les accords commerciaux avec des partenaires étrangers. En 1989, les événements de Tian An Men lient définitivement le PCC à cet objectif d'enrichissement du pays alors que les limites de la production nationale de pétrole et de charbon sont atteintes au début des années 1990¹¹. Les impératifs énergétiques favorisent les investissements étrangers et renforcent le courant plus libéral incarné par Zhu Rongji ou Jiang Zemin. Celui-ci met ainsi en place, à partir de 2000, la politique du « *going out* » (走出去战略), destinée à favoriser les investissements des entreprises d'État à l'étranger et la prise de risques. La Chine entre à l'OMC l'année suivante, et en 2002, le XVI^e congrès du PCC accouche d'une véritable doctrine de politique étrangère, articulant l'impératif de croissance aux exigences de sécurité nationale et exprimant les ambitions élevées de la Chine : « Les grandes puissances sont la clé, la périphérie est la priorité, les pays en développement constituent la base, et le cadre multilatéral est la scène¹² » (大国是关键, 周边是首要, 发展中国家是基础, 多边是重要舞台). Cette doctrine, régulièrement réaffirmée depuis¹³, demeure aujourd'hui encore au cœur de la « *pensée Xi Jinping* ». Ossature d'un relatif consensus au début des années 2000, elle dissimule également des divergences qui ne tarderont pas à se manifester. En 2007, un an avant la crise financière, Wen Jiabao pointe les limites du miracle chinois, faible capacité d'innovation, dépendance à la demande extérieure, à l'énergie comme aux ressources alimentaires et pollution endémique¹⁴. Le choc de 2008 et les « Printemps arabes », entraînant des pertes massives pour l'industrie chinoise et les investissements des entreprises d'État à l'étranger, donnent néanmoins l'opportunité à une frange plus conservatrice du PCC de s'imposer à partir de 2012 à la tête du parti, à travers la figure de Xi

¹⁰ Soit un milliard d'habitants sur un total mondial d'environ 4,5 milliards. Données extraites de *International Monetary Funds, World Economic Outlook database*, <https://www.imf.org/en/Countries/CHN#data> (consulté le 20 octobre 2024)

¹¹ John Seaman, « Énergie, matières premières et ajustement de politiques étrangères », dans Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS Editions, 2019)

¹² 新时代中国特色大国外交的科学指南, 中国社会科学院习近平新时代中国特色社会主义思想研究中, septembre 2019, <http://theory.people.com.cn/n1/2019/0912/c40531-31350174.html>, (consulté le 17 octobre 2024)

¹³ « Expert: China will maintain its diplomatic strategy until 2050 », *People's Daily Online*, 5 janvier 2015

¹⁴ Stephen S. Roach, *Accidental Conflict: America, China and the Clash of False Narratives* (Yale University Press, 2022)

Jinping et son projet « *Belt and Road Initiative* » (一带一路倡议). Cette initiative s'inscrit dans ce qui peut constituer le troisième cycle de la politique étrangère du PCC, empreinte de la rhétorique nationaliste du « *rêve chinois* » (中国梦) promu par Wang Huning, et marquée par les fortes connotations dynastiques de « *la nouvelle ère du socialisme aux caractéristiques chinoises* » (新时代中国特色社会主义思想)¹⁵. Cette politique étrangère constitue avant tout une ferme reprise en main du Parti sur les actifs chinois dispersés à l'étranger, doublée d'une ambition de contrôle accru sur des chaînes d'approvisionnement, de flux et d'infrastructures, par des investissements massifs sur ces points stratégiques combinés à une diplomatie sans relâche, destinés à assurer au PCC une position inexpugnable au sein des chaînes de valeur mondiales. Parfois présentée comme une architecture de la prédation tournée contre l'Occident et le reste du monde, la visibilité accrue de la politique étrangère chinoise incarnée par la BRI correspond d'abord à un recentrement sino-centrique et dans les mains du Parti d'une mondialisation aux caractéristiques de plus en plus chinoises. Le développement d'un marché de consommation intérieur capable de se substituer à la demande extérieure semble d'ailleurs être désormais redevenu secondaire dans la hiérarchie des priorités posées par le 14^e Plan quinquennal (2021-2025) au profit d'une économie de nouveau centrée sur l'offre et la production, avec un objectif de montée en gamme des produits chinois¹⁶. Cette articulation entre politique intérieure et politique étrangère est résumée par Xi Jinping sous le terme de « circulation duale » (国内国际双循环) face à un marché domestique butant sur un important protectionnisme entre provinces et dont le marché extérieur est défini comme le prolongement¹⁷.

Depuis les années 1960, le PCC a consacré d'importantes ressources à la politique étrangère menée sur le continent africain, laquelle suit globalement ces trois cycles et des objectifs évoluant ou se superposant en fonction des priorités du Parti. Dès l'époque maoïste, le PCC soutient les mouvements de libération nationale et promeut son modèle de développement comme alternative aux systèmes occidentaux et soviétiques. Des missions médicales sont

¹⁵ Voir par exemple « China's National Defense in the New Era », *The State Council Information Office of the People's Republic of China*, Foreign Languages Press Co. Ltd., (Beijing, Chine, Juillet 2019)

¹⁶ Objectifs du 14^e Plan Quinquennal https://www.gov.cn/guowuyuan/2020-11/25/content_5563986.htm (consulté le 3/11/2024)

¹⁷ « 国际市场是国内市场的延伸·国内大循环为国内国际双循环提供坚实基础 » *Ibid.*

déployées sur tout le continent dès les années 1960¹⁸ et des travaux d'infrastructures sont réalisés au cours des années 1970 à l'image du célèbre chemin de fer TAZARA entre la Tanzanie et la Zambie. Cet engagement confère un certain prestige à la Chine et contribue à sa reconnaissance dans le cadre multilatéral. À la fin des années 1970, des entreprises chinoises de construction s'implantent sur l'ensemble du continent en tant que sous-traitantes, puis grâce au développement d'un secteur financier chinois capable de soutenir les projets des États africains à la fin des années 1980, tendent à s'imposer en tant que maîtres d'œuvre¹⁹. Au cours des années 1990, les pétroliers chinois CNPC ou Sinopec investissent dans des pays négligés par les *majors* occidentales en raison de risques élevés ou de sanctions, tels que l'Angola ou le Soudan. De même, dès la fin des années 1990, Huawei ou ZTE signent des contrats pour équiper les réseaux des pays africains où le relatif « vide » stratégique et normatif laissé par leurs concurrents occidentaux leur permet de s'imposer plus facilement. Les « routes de la soie numériques » (数字丝绸之路), annoncées en 2017, et dont l'objectif officiel réside dans la construction de câbles de réseaux transfrontaliers afin de soutenir la connectivité et l'économie digitale, constituent d'ailleurs essentiellement pour certains une récupération du bénéfice politique par le PCC du travail réalisé par des entreprises comme Huawei sur le continent africain²⁰. Le double objectif du Parti est ici de réaffirmer son influence au détriment de son ombrageux champion auprès des élites africaines et contrôler les activités des entreprises de la tech chinoises en Afrique, lesquelles doivent avant tout demeurer des instruments politiques et normatifs à son service. Huawei a par exemple finalisé en janvier 2022 le déploiement au Sénégal du câble SHARE dans le cadre du projet « Smart Sénégal » grâce à des prêts de la China Eximbank et a participé en 2021 à l'installation d'un *Data center* à Diamniado destiné à assurer la souveraineté numérique du pays, incitant certains commentateurs à brandir la menace d'une dépendance de fait transférée aux autorités chinoises par le biais de l'entreprise en

¹⁸ Xavier Auregan, « De Wuhan à Wuhan, la diplomatie sanitaire chinoise en Afrique », dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris: L'Harmattan, 2024)

¹⁹ Paola Franceschini, Paola Pasquali, « Approches socio-politiques africaines, la similitude des projets chinois : le cas du Ghana », dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris : L'Harmattan, 2024)

²⁰ Charlotte Escorne, « Présences chinoises dans les télécommunications en Afrique », dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris : L'Harmattan, 2024)

vertu de la loi de sécurité sur les données gérées par des opérateurs chinois, promulguée en 2017²¹.

Si la question souvent posée de la dépendance des pays africains à l'égard de la Chine n'est pas toujours dénuée d'arrière-pensées, celle-ci est également dénoncée par les populations africaines face à des dirigeants plus enthousiastes²². Le commerce bilatéral entre la Chine et la totalité du continent représentait près de 276 milliards de dollars en 2022, dont les 116 milliards de biens importés depuis les pays africains par la Chine demeurent en grande partie des produits non transformés, et le stock d'IDE chinois en Afrique s'élevait à 44 milliards de dollars en 2021²³. Acquisitions totales ou partielles de ports, concessions minières, projets hydro-électriques ou chantiers d'infrastructures exploités par des entreprises d'État et financés par des prêts chinois sont présentés par la diplomatie chinoise et les parties prenantes africaines comme des investissements utiles au développement des économies locales. Les opérateurs chinois détenaient en outre 33,2 % de la dette bilatérale et privée garantie des anciennes colonies françaises en Afrique²⁴ et, selon certaines estimations, jusqu'à 62 % de la dette externe bilatérale de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 2021²⁵. Alors que la présence chinoise devenait en outre incontournable en Afrique, une base militaire chinoise est ouverte à Djibouti en 2016 et l'ouverture d'une seconde serait envisagée²⁶. Quoi qu'il en soit, conformément à la doctrine énoncée lors du XVI^e Congrès, les pays africains assurent en effet une « base » à l'essor économique chinois et à son modèle de montée en gamme par la transformation des matières premières et notamment des métaux rares. Les États africains demeurent également des soutiens de poids au sein des

²¹ Selon les analystes américains Erie et Streinz, la souveraineté numérique des pays en développement est une perspective « illusoire » : Matthew S. Erie, Thomas Streinz, « The Beijing Effect: China's Digital Silk Road as Transnational Data », *Governance*, 54 N.Y.U. J. Int'l L. & Pol. 1, 2021

²² Si la présence économique chinoise est globalement perçue positivement par les populations selon les enquêtes *Afrobarometer*, ce n'est pas au détriment du modèle américain et démocratique, lesquels demeurent attractifs, mais bien en complément. La question des prêts suscite néanmoins un important rejet : Joséphine Appiah-Nyamekye Sanny, Edem Selormey, « Africans welcome China's influence but maintain democratic aspirations », *Afrobarometer*, n°489, novembre 2021

²³ Données agrégées de la Banque Mondiale, China « Product Exports and Imports to Sub-Saharan Africa 2021 | WITS Data », <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/Year/2021/TradeFlow/EXPIMP/Partner/SSF/Product/all-groups> (consulté le 25 octobre 2024), PAIRAULT Thierry « Financements chinois et influence française en Afrique » dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris : L'Harmattan, 2024)

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Louis Bertrand, Sary Zoghely, « Le positionnement de la Chine parmi les bailleurs en Afrique subsaharienne », *Direction Générale du Trésor*, n°292, novembre 2021

²⁶ Paul Nantulya, « Considérations relatives à une éventuelle nouvelle base navale chinoise en Afrique », *Centre d'études stratégiques sur l'Afrique*, 22 mai 2022

enceintes multilatérales, comme l'illustre l'élection de Qu Dongyu à la tête de la FAO en 2019 grâce à leur vote, suite au retrait notamment du candidat camerounais. Il est réélu en 2023²⁷. Si le « Piège de la dette » a longtemps été associé en Afrique au FMI et aux bailleurs de fonds occidentaux, ce concept fait apparaître la capacité accrue des pays africains à faire appel à des acteurs non-africains en concurrence avec leurs créanciers pour limiter le poids de ces derniers sur leurs décisions. C'est notamment sous cet angle qu'il convient à présent de prendre en compte le jeu mené par la Turquie en Afrique.

La politique étrangère turque et l'Afrique

Jusqu'à la fin de la Guerre froide, la politique étrangère turque demeure conditionnée par des thématiques de sécurité et une forte dépendance vis-à-vis des États-Unis dans ce domaine, notamment en matière d'équipements militaires. Pays de l'OTAN, isolée sur les dossiers kurde et chypriote, la chute de l'URSS permet à ses dirigeants de diversifier les partenariats dans de multiples directions. États turques d'Asie centrale, Asie orientale, candidature à l'UE et continent africain. Cette diplomatie multidirectionnelle, d'abord peu fructueuse, fera l'objet d'une véritable conceptualisation par le politologue Ahmet Davutoğlu dans son ouvrage *La Profondeur stratégique (Stratejik Derinlik)*, publié en 2001, amenée à devenir « la doctrine Davutoğlu » parfois résumée par le slogan un peu simplificateur « zéro problème avec les voisins » (*Komşularla Sıfır Sorun Politikası*). Cette réflexion invite à un changement de regard profond sur la Turquie, condamnée selon Davutoğlu à demeurer une périphérie occidentale dans la conception que les élites kémalistes laïques se font du pays, en considérant la géographie et l'histoire de la Turquie et du peuple turc. En un mot, la Turquie doit se concevoir non comme une périphérie, mais un centre, ou du moins un pont entre plusieurs bassins autrefois mis en relation par l'Empire ottoman, mais par des moyens pacifiques, diplomatiques et commerciaux²⁸. Fervent musulman et membre comme Erdoğan de la puissante confrérie *Nakşibendiyye*, il deviendra conseiller de ce dernier après la victoire de l'AKP en 2002, puis ministre des Affaires étrangères entre 2009 et 2014 et enfin Premier ministre jusqu'en 2016. La victoire de l'AKP est indissociable de l'affirmation d'une sociologie conservatrice et pieuse d'entrepreneurs

²⁷Parmi d'autres exemples. Suite au retrait du candidat, il fut avancé que la dette camerounaise due à la Chine fut allégée, ce qui doit être confirmé, voir Jean-Jacques Gabas, « La Chine et le multilatéralisme: la FAO et l'Afrique au Sud du Sahara », dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris : L'Harmattan, 2024)

²⁸ Ahmet Davutoğlu, « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy », *Foreign Policy*, 20 mai 2010

d'Anatolie, actifs dans les domaines du BTP ou de l'industrie et à la recherche de nouveaux marchés. La diplomatie de l'AKP n'a depuis cessé de prendre en compte cet impératif, renforcé par le succès de certaines PME de cette bourgeoisie des « Tigres anatoliens », dont certains éléments sont aujourd'hui à la tête de holdings et forment une oligarchie proche du pouvoir, à l'image d'un Mehmet Cengiz ou de Murat Ulker²⁹. Toutefois la politique du « zéro problème », mise à l'épreuve des Printemps arabes, des audacieux choix tactiques d'Erdoğan et de ses ambitions de réforme constitutionnelle, rencontre d'immenses difficultés. Davutoğlu démissionne en 2016, quelques mois avant la tentative de coup d'État manqué, en août 2016, contre le même Erdoğan, dont les pouvoirs présidentiels seront finalement renforcés à l'issue d'un référendum tenu l'année suivante. Sans signifier la fin d'une politique étrangère guidée par « la doctrine Davutoğlu » celle-ci sera mise en balance avec la doctrine concurrente du *Mavi Vatan* (Patrie bleue) énoncée pour la première fois en 2005 par l'amiral Cem Gürdeniz, laquelle a pour objectif de renforcer les positions maritimes de la Turquie d'un point de vue juridique et géostratégique. Promue doctrine officielle en 2020 par Erdoğan, les deux visions demeurent néanmoins coexistantes au sein de la politique étrangère turque dont le dirigeant est depuis 2023 Hakan Fidan, ancien directeur du MIT (*Millî İstihbarat Teşkilatı*), service de renseignement turc. Autrefois « trading state », la Turquie recourt de manière croissante aux moyens d'un « territorial state », lequel accorde une plus grande rentabilité aux logiques de contrôle militaire qu'au commerce, selon la terminologie de l'historien Rosecrance.

Le plan du gouvernement Yılmaz « politique d'ouverture à l'Afrique », adopté en 1998, constitue l'acte fondateur de la politique africaine de la Turquie. Néanmoins, c'est suite à la victoire électorale de l'AKP en 2002 qu'une diplomatie africaine « rythmée » et véritablement « multidimensionnelle »³⁰ est menée avec énergie et en premier lieu par le Premier ministre puis président Erdoğan en personne, dirigeant non africain plus visible en Afrique qu'aucun autre. En 2005, la Turquie devient membre observateur de l'Union africaine puis partenaire stratégique de l'UA en 2008. Si la Turquie totalise alors 12 ambassades sur le continent, après trois sommets Afrique-Turquie, tenus en 2008, 2014 et 2021, elle en compte 44 en 2023, tandis que le commerce bilatéral total est passé de 5,4

²⁹ Lucie Baudin, « Qui est la "Bande des Cinq", dénoncée par l'opposition au pouvoir en Turquie ? », *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique de l'IRIS*, juillet 2024

³⁰ Ahmet Davutoğlu, « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy », *Foreign Policy*, 20 mai 2010

milliards US\$ en 2003 à 32 milliards en 2022³¹ sur l'ensemble du continent. L'agence de développement turque, la TİKA (*Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı*) possède des bureaux dans 22 pays africains, a financé près de 1800 projets entre 2017 et 2022³² et le DEİK (*Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*), conseil turc des relations économiques extérieures, a ouvert 34 antennes en Afrique subsaharienne entre 2008 et 2018³³. Sur le plan culturel, 48 instituts Yunus Emre y enseignent le turc et avec la puissante *Diyanet*, attribuent des bourses à des étudiants africains. 21 547 étudiants venus d'Afrique étaient ainsi inscrits en cursus universitaire en Turquie en 2019³⁴. Dans ce bilan non exhaustif, il convient d'évoquer le cas somalien, pays jouissant d'une relation particulière avec la Turquie. En août 2011, le Premier ministre Erdoğan se rend en effet avec son épouse dans cet état failli, dévasté par la sécheresse, et alors que les Shebab contrôlaient encore une partie de Mogadiscio quelques jours auparavant, annonce qu'il ouvre une ambassade dans le pays pour coordonner l'action humanitaire turque³⁵. 13 ans après ce pari audacieux, un hôpital de Mogadiscio porte le nom du président turc, une base militaire turque y fut ouverte en 2017 et des activités de prospection pétrolière ont récemment été engagées au large de la Somalie³⁶, pays qui recèle en outre des gisements d'uranium et de métaux rares, tels que le cuivre et la bauxite.

Ces forces apparentes reposent néanmoins sur une faiblesse. L'implantation et l'influence de la Turquie sur le continent africain doivent en effet beaucoup au mouvement religieux *Hizmet* de l'imam Fetullah Gülen, ancien allié d'Erdoğan accusé d'être à l'origine du coup d'État de 2016. Les écoles Gülen ont en effet longtemps joui d'un grand prestige auprès des populations et des élites africaines, et certains dirigeants en exercice en reçurent l'enseignement ou y placèrent leurs enfants. Définies comme terroristes depuis 2016 par Ankara, les écoles du *Hizmet* sont devenues un enjeu sécuritaire et diplomatique entre la Turquie et les pays africains, la première faisant pression sur les seconds pour obtenir de

³¹ Selon les données agrégées de la Banque Mondiale, laquelle regroupe les pays d'Afrique du Nord avec les pays du Moyen-Orient, de manière distincte des pays d'Afrique subsaharienne. Les chiffres donnés portent sur l'Afrique du Nord et subsaharienne, voir : « Turkey Product Exports and Imports to Sub-Saharan Africa 2021 | WITS Data », *World Integrated Trade Solution*, 2021, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/TUR/Year/2021/TradeFlow/EXPIMP/Partner/SSF/Product/all-groups>

³² Site officiel en anglais <https://tika.gov.tr/en/> (consulté le 2 novembre 2024)

³³ Site web du DEİK (Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu) : <https://deik.org.tr/> (consulté le 2 novembre 2024)

³⁴ Senem Cevik, « "The voice of the voiceless" Turkey's Public Diplomacy in Africa », dans Elem Tepeciklioğlu and Ali Onur Tepeciklioğlu (ed.) *Turkey in Africa* (London : Routledge, 2021)

³⁵ « Somalie : intense activité diplomatique et humanitaire de la Turquie », *RFI*, 20 août 2011

³⁶ « La Turquie débute sa mission d'exploration d'hydrocarbures en Somalie », *Africanews*, 28 octobre 2024

fermer les écoles de force afin de les remplacer par celles du mouvement *Maarif*. Si la Somalie, la Guinée ou le Tchad ne firent aucune difficulté, certains y virent une atteinte à leur souveraineté, comme le Nigéria ou au Mozambique, où le ministre de la Défense Mtumuke, proche des réseaux Gülen, s’y opposa³⁷. Au déploiement des écoles *Maarif* promues par l’AKP, s’ajoute le recours au kidnapping par le MIT et à l’extradition de cadres du *Hizmet* comme en 2018 au Gabon³⁸, ou lorsqu’en octobre 2024, quatre ressortissants turcs furent remis aux autorités turques par le Kenya, quelques jours après l’annonce du décès du maître, pour le plus grand mécontentement d’une partie de l’opinion kenyane³⁹.

ENJEUX DE RIVALITÉS SINO-TURQUES SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Pour la Chine et la Turquie, le continent africain peut donc incarner, outre ses ressources, cet espace de projection politique et un marché ouvert sur le plan normatif, rencontrant la volonté de s’affranchir du monopole politique et commercial dont les acteurs occidentaux ont pu bénéficier par le passé. Si les deux pays peuvent ponctuellement voir leur discours et leurs intérêts converger, afin de dénoncer l’*hybris* coloniale et « le néo-colonialisme », ou encore bénéficier conjointement du rejet des opérateurs occidentaux dans le sillage des récents coups d’État survenus au Sahel, à l’image d’Orano au Niger⁴⁰, ces mêmes discours et ces intérêts peuvent également entrer en conflit ou être mis en concurrence par les dirigeants ou les populations africaines. Sans prétendre à l’exhaustivité, quelques exemples peuvent être fournis afin d’illustrer les principaux aspects de cette compétition.

Concurrence mémorielle et narrative comme outils d’influence

Chine et Turquie mobilisent la mémoire d’une impérialité douce et ancienne sur le continent africain nettement distincte de la colonisation occidentale, laquelle aurait brisé le cadre harmonieux de ces relations. Qu’importe que l’expédition de Zheng He fut hautement militarisée et que l’Empire ottoman ait été impliqué lui aussi dans la traite des esclaves

³⁷ Benjamin Auge, « Comment l’Etat turc a asséché les réseaux gülenistes en Afrique », *Le Monde*, 29 janvier 2019

³⁸ Marie Jégo, « D’Afrique en Asie, la Turquie traque les gülenistes », *Le Monde*, 11 avril 2018

³⁹ « Kenya: le refoulement de quatre réfugiés turcs suscite l’indignation », *RFI*, 23 octobre 2024

⁴⁰ « Mines : Orano suspend sa production d’uranium au Niger », *Jeune Afrique*, 24 octobre 2024

africains⁴¹, ces narratifs sont mis au service d'une compétition pour la défendre la « voix de l'Afrique »⁴² et sa représentation au niveau multilatéral. Le président Erdoğan n'hésite pas à contester ce rôle à la Chine, pour porter une « troisième voie » valorisant l'entreprise individuelle et le conservatisme, entre le libéralisme progressiste occidental⁴³ et le modèle chinois du développement contrôlé par l'État, avec une insistance particulière auprès des populations musulmanes et des 26 États africains de l'OCI. Ce positionnement a notamment permis à la Turquie d'être élue membre non permanent du Conseil de Sécurité en 2008 grâce au vote de 51 États africains, mandat au cours duquel elle dénonça d'ailleurs « un quasi-génocide » mené par la Chine contre les musulmans du Xinjiang. La rénovation du patrimoine ottoman ou la présence de médias turcs en Afrique sont des atouts dans cette compétition pour « les cœurs ». Le journal turc *TRT* publie des contenus en 41 langues dont le swahili, le portugais, le haoussa et le français, tandis qu'*Anadolu Agency* publie dans 13 langues, dont le français, à l'intention du public africain francophone. Le PCC, dans le cadre de « la guerre de l'opinion publique »⁴⁴ (舆论战争) a déployé des moyens considérables dans le domaine, à travers ses médias d'État *Xinhua* et *CGTN* ou les autorisations accordées au média privé *Star Times*. *Xinhua* qui possède d'importants bureaux à Nairobi fait ainsi appel à des collaborateurs africains afin d'affiner ses narratifs et les adapter aux cultures locales, tandis que plus de 1000 journalistes chinois africains furent élus à des programmes de formation en Chine depuis 2014 dans le cadre de la promotion de la BRI⁴⁵.

Course aux marchés publics, construction et contrôle d'infrastructures

⁴¹ Dans une moindre mesure que les pays occidentaux néanmoins, soit 200 000 à 1 million d'esclaves vendus par des marchands turcs selon les estimations, Mustafa Palabiyik, « Ottoman Empire and Africa in the age of colonial expansion, appreciating the loyalty of African Muslims, debating colonial ruptures », dans Elem Tepeciklioğlu and Ali Onur Tepeciklioğlu (ed.) *Turkey in Africa* (London : Routledge, 2021)

⁴² Ministères Affaires étrangères turc, « Turkey-Africa: Solidarity and Partnership » https://www.mfa.gov.tr/turkey_africa_solidarity-and-partnership.en.mfa 2

⁴³ Ou selon les mots du chercheur sud-africain Alexis Habiyaremye, « entre le bâton américain de l'AFRICOM et la carotte chinoise de la BRI » : Alexis Habiyaremye « Turkey's diplomatic charm offensive in sub-Saharan Africa », dans Elem Tepeciklioğlu and Ali Onur Tepeciklioğlu (ed.) *Turkey in Africa* (London : Routledge, 2021)

Voir aussi : Frederico Donelli « "Southern" without being of the Global South, the strange case of Turkey outh-South cooperation », dans Elem Tepeciklioğlu and Ali Onur Tepeciklioğlu (ed.) *Turkey in Africa* (London : Routledge, 2021)

⁴⁴ Paul Charon et Jean-Baptiste Vilmer Jeangene, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, ministère des Armées, 2^e édition, octobre 2021

⁴⁵ Paul Nantulya, « Strategic Application of the Tao 道 of Soft Power: The Key to Understanding China's Expanding Influence in Africa », *The African Review: A Journal of African Politics, Development and International Affairs*, Vol. 47, No. 2, Special Issue: From Sino-Africa to Afro-China Engagements in the 21st Century: Emerging Interdisciplinary Issues and Research Gaps (2020), octobre 2020

Le secteur du BTP constitue un premier terrain de concurrence - et ponctuellement de coopération - entre entrepreneurs turcs, tels qu'Atlas, Dekinsan ou Elbayrak avec des entreprises d'État chinoises, notamment en Afrique du Nord. En Algérie plus particulièrement, China Communication Construction Company et China Railway Construction Corporation ont longtemps pu écraser leurs concurrents turcs grâce à la supériorité de leurs capacités financières et leurs liens avec les administrations locales afin d'accéder à des marchés publics⁴⁶. Mais ces mêmes liens leur valent aujourd'hui d'être éloignées au profit des entreprises turques, visiblement soutenues par le président Tebboune⁴⁷. Le groupe turc Summa, très lié à l'AKP, bien implanté en Libye et dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne à plusieurs titres, a obtenu et mené à bien de nombreux marchés publics notamment dans le secteur de la construction somptuaire, en réalisant des stades, des hôtels ou des centres commerciaux, au Rwanda, au Sénégal ou en Guinée Équatoriale, du fait de sa bonne relation avec les différents dirigeants. Soutenue par Erdoğan, Summa s'est ainsi imposée face à des concurrents chinois pour des projets prestigieux, comme le Parlement de Guinée Équatoriale, des centres de convention ou Rwanda et en Éthiopie ainsi que des centres commerciaux⁴⁸. Mais Summa et d'autres grandes entreprises turques, telles que le groupe Albayrak, Limak, TAV, ou Yapı Merkezi, obtiennent également des marchés publics assurant à ces entreprises la construction et la gestion d'infrastructures stratégiques, tels que des routes, des chemins de fer, des ports et des aéroports, et en plusieurs occurrences, au détriment d'entreprises d'État chinoises. L'Ouganda a ainsi attribué à Yapı Merkezi en janvier 2023 la construction du tronçon de chemin de fer Malaba-Kampala, après avoir initialement confié le projet à China Harbour Engineering Company, laquelle n'avait pas honoré son engagement⁴⁹. Entre 2017 et 2021, Yapı Merkezi avait déjà damé le pion aux géants de la construction chinoise CRCC et CCECC en Tanzanie, en remportant successivement les contrats de construction de quatre tronçons de la ligne Dar es-Salaam-Mwanza, après un succès analogue en Éthiopie⁵⁰. L'entreprise

⁴⁶ Hicham Rouibah, « Stratégies chinoises dans le secteur du BTPH algérien », dans Xavier Auregan et Thibaut Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises* (Paris : L'Harmattan, 2024)

⁴⁷ Dalia Ghanem (ed.) « Türkiye's cards in the world », *European Union Institute for Security Studies*, mai 2024 ; « Logements sociaux : 171 millions \$ de contrats pour les turcs Dekinsan et Atlas, les favoris de Tebboune », *Africa Intelligence*, juillet 2020

⁴⁸ Site de l'entreprise <https://summa.com.tr/en/history.htm>, (consulté le 14 novembre 2024), « How Turkey is countering China's economic reign in Africa », *The East African*, 20 février 2023

⁴⁹ Hamza Kyenune « Uganda pitches Turkish company Yapı Merkezi to build railway », *Anadolu Agency*, 12 janvier 2023

⁵⁰ Sinan Tavsan, « Turkish builder seals \$1.9bn deal to extend Tanzania railway », *Nikkei Asia*, 29 décembre 2021

turque avait d'ailleurs fait appel à des capitaux japonais pour compenser les faiblesses turques en matière financière⁵¹. Concernant les ports, l'entreprise Albayrak, déjà gestionnaire du port de Mogadishio, a étendu ses activités en Afrique de l'Ouest au détriment de China Harbour Engineering, après avoir obtenu en 2018 le contrat pour l'extension du port de Conakry initialement attribué à ce dernier en 2016⁵². Dans ces différents cas, l'aversion croissante du PCC en matière de prise de risques semble converger avec la volonté des partenaires africains de limiter leur niveau d'endettement envers la Chine. Mais la qualité du travail turc est également jugée supérieure à celle de leurs concurrents chinois, à coût équivalent, et les premiers font en outre appel à la main-d'œuvre locale. Les acteurs turcs, opportunistes et plus enclins au risque, tirent parti des « vides » chinois en ciblant ces points stratégiques, lesquels donnent accès aux abondantes ressources africaines.

Concurrence dans le domaine de l'extraction de ressources

En 2013, le Premier ministre Erdoğan affirmait dans un discours au Gabon « l'Afrique appartient aux Africains, nous ne sommes pas là pour l'or »⁵³. Néanmoins, plus de dix ans après, des entreprises turques telles que Lydia Madencilik, propriété d'Ahmet Çalık, ou Miller Holding exploitent l'or et le cuivre en République démocratique du Congo, tandis qu'Avesoro, filiale du groupe MAPA contrôle l'important gisement de Youga, au Burkina Faso, depuis 2017⁵⁴. Même si les junte sahéliennes ont récemment durci le ton envers les groupes miniers venus de Turquie et d'ailleurs, les miniers turcs demeurent actifs au Mali ou au Niger. Si dans ce secteur hautement compétitif, la rivalité ne se limite pas au cas sino-turc, le cas du Niger requiert une attention particulière. Alors que Summa, qui exploite les gisements d'or de Bouli depuis 2018, a mené à bien la construction de deux aéroports et d'une route dans le pays, le ministre de l'Énergie turc Alparslan Bayraktar signait à Niamey au mois de juillet dernier un accord en vue d'accroître la prospection pétrolière et gazière

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Voir le site de l'entreprise <https://www.albayrak.com.tr/fr/secteurs/affaires-portuaires/port-dalport-de-mogadiscio/>, (consulté le 15/11/2024) « Après Abidjan et Kribi, le chinois CHEC décroche le contrat d'extension du port de Conakry » *Jeune Afrique*, 26 octobre 2016. Voir aussi, plus récemment « La Guinée équatoriale et le groupe Albayrak vont signer un accord pour la gestion des ports » *Nouvelle Aube*, 13 novembre 2024

⁵³ Mustapha Idriss, « Turkey-Africa partnership: A development-oriented approach », *Anadolu Agency*, 8 janvier 2020

⁵⁴ « Burkina Faso : la mine d'or Youga devrait encore rapporter plus de 14 milliards FCFA à l'État sur cinq ans », *Agence Ecofin*, 23 février 2024

par des entreprises turques au Niger, suivi en octobre d'un autre protocole visant à étendre la « coopération dans le domaine minier à de nouvelles dimensions ». Celui-ci pourrait porter sur l'extraction d'uranium du pays⁵⁵. Or les deux géants chinois de l'énergie CNPC pour le pétrole et CNNC pour l'uranium, possédant plus de 6 milliards de dollars d'investissements cumulés au Niger, pourraient pâtir de cette concurrence⁵⁶, peut-être organisée afin d'augmenter les rentes de l'État perçues auprès des multinationales déjà implantées dans le pays. Néanmoins, cette offensive turque au Niger s'est accompagnée là encore d'un séduisant volet sécuritaire qui a déjà pris forme⁵⁷.

Concurrence dans le domaine sécuritaire

La forte demande exercée par les États africains et en particulier sahéliens en matière de sécurité converge avec le besoin de stabilité et de protection des intérêts étrangers dans ces pays. Les industries de défense turque et chinoise permettent ainsi de transformer la charge induite par une force projetée afin de défendre ces actifs, réponse toujours impopulaire, en marchés pour ses entreprises. À la faveur de la guerre en Ukraine, la part de la Chine en matière d'exportations d'armements sur le continent africain augmente au détriment de la Russie, leader historique sur ce marché, et avec une part de 19 % des armes vendues en Afrique subsaharienne, demeure loin devant la Turquie⁵⁸. Mais le volume des exportations d'armes turques a néanmoins crû de manière spectaculaire depuis 2020, passant de 82 à 460 millions de dollars entre 2020 et 2021⁵⁹. Tené Brahim Ouattara s'inquiétait ainsi de la prolifération des redoutables drones TB2 en Afrique de l'Ouest⁶⁰, déjà achetés par le Niger, le Tchad, l'Éthiopie ou le Burkina Faso, aux côtés des blindés Cobras d'Otokar ou les Hızır de Katmerciler, également très demandés sur tout le continent. Dans ce secteur notamment, suite à la récente vague de coups d'État militaires les anciennes colonies françaises sont devenues l'objet d'une véritable course aux contrats de défense entre entreprises turques et

⁵⁵ Voir les déclarations du ministre sur X, <https://x.com/aBayraktar1>, (consulté le 15/11/2024), « Minerais : accord entre la Turquie et le Niger pour des travaux d'exploration », *Agence Ecofin*, 22 octobre 2024

⁵⁶ Diawo Barry, « Barrick, Resolute, GAC, lamgold, Orano... Tout comprendre sur la situation des miniers au Sahel » *Jeune Afrique*, 13 novembre 2024

⁵⁷ Le Niger possédait des drones TB-2 depuis 2021, et suite au coup d'État la junte a récemment commandé de nouveaux appareils, Lionel Ekene « Le Niger va acquérir des drones de combat turcs Karayel » *Military Africa*, 16 octobre 2024

⁵⁸ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Arms Transfers Database*, 2023, et Alessandro Arduino, « China's Emerging Role as Africa's Security Guarantor: A New Power Dynamic? », *ISPI*, 30 septembre 2024

⁵⁹ Nebahat Tanriverdi Yasar, « Unpacking Turkey's Security Footprint in Africa: Trends and Implications for the EU », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 2022

⁶⁰ « Lutte antiterroriste en Côte d'Ivoire : quels contrats a passés Alassane Ouattara ? », *Jeune Afrique*, 20 novembre 2024

chinoises. Le chinois Norinco a ainsi ouvert un bureau au Sénégal en août 2023, tandis que la société privée turque SADAT, déjà présente selon son dirigeant dans « une dizaine d'États africains de l'OCI » recruterait des agents francophones pour s'imposer en Afrique de l'Ouest à partir de 2025⁶¹. Bien qu'elles revendiquent un autre modèle, SADAT et à présent EKOL peuvent tirer parti des récents revers essuyés par Wagner/Africa Corps face aux Touaregs du Mali, tandis que les ESSD chinoises, telles que DeWe ou COSG, historiquement plus implantés en Afrique de l'Est, suivent à présent les intérêts chinois sur l'ensemble du continent.

ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE

Alors qu'une guerre commerciale entre la Chine et l'UE s'est cristallisée au cours de l'année 2024 autour de la question des voitures électriques, l'Éthiopie interdisait au mois de février l'importation de voitures thermiques⁶². En partie liée à des questions de pénurie de carburant, cette mesure bénéficie évidemment à Pékin, laquelle y trouve l'opportunité de débouchés alternatifs futurs pour ses voitures, mais également l'ensemble de son industrie des énergies renouvelables. Dans ce secteur, la première voiture électrique turque, la TOGG t10X, produite depuis 2022, du fait de son prix élevé, semble plutôt destinée aux marchés européens et aux pays du Golfe. Les découvertes éventuelles d'hydrocarbures au large de la Somalie inciteront sans doute en revanche la Turquie à prioriser la sécurisation de la très instable route de Suez, ce que la base actuelle de Mogadiscio, conçue pour des objectifs de formation, ne lui permettra pas de faire. Le Soudan lui a cédé en bail l'île de Suakin et les accords passés avec la Somalie autorisent la marine turque à déployer des navires de guerre dans les eaux territoriales somaliennes afin de protéger ses exploitations⁶³. Cet élément laisse envisager des perspectives de concurrence accrue entre les différentes puissances des BRICS+, ou aspirant à le devenir, engagées dans l'effort de sécurité de cette région vitale pour l'ensemble du commerce mondial, comme autant d'opportunités de coopération. Enfin, sans exclure la possibilité que Donald Trump, autrefois enclin à soutenir les forces kurdes, ne prenne des décisions limitant les capacités de projection d'Ankara, la position de

⁶¹ « Melih Tanriverdi, le dirigeant de Sadat : "Nous ne sommes pas le Wagner turc" », *Jeune Afrique*, 21 juin 2024

⁶² « En Éthiopie cela fait six mois que les voitures thermiques sont interdites », *France24*, 13 octobre 2024

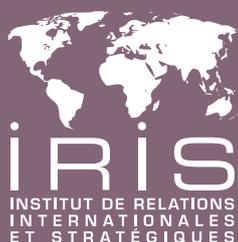
⁶³ « La Turquie devrait déployer des navires de guerre au large de la Somalie pour protéger une exploration pétrolière », *RFI*, 20 juillet 2024

la Turquie semble néanmoins de plus en plus solide en Libye, accès vers le Niger et le Sahel, et de manière générale, dans de nombreux territoires autrefois sous contrôle ottoman.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.